

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Octobre-1988-a-Saida.html>

Octobre 1988 à Saida

- Luttés sociales en Algérie -

Publication date: mercredi 27 septembre 2017

Description:

Je dédie, cet écrit-essai, à tous les enfants d'octobre, à tous ceux et celles qui ont participé de loin et de près aux mouvements des années 1987 et 1988 et évité à notre population de Saida, des situations fâcheuses, à ceux qui ne sont plus de ce monde et ont laissé leurs traces, à mes camarades de luttes et ceux qui ont été assassinés, à nos femmes qui nous ont toujours soutenu et à tous les amis (es) du facebook.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Ali Abdellaoui

Ex-syndicaliste

Cadre à l'es-entreprise SONIC de Saida

25.09.17

Le mouvement de la population de Hai Daoudi Moussa

Acte 1

Décembre 1987, des jeunes natifs de hai Daoudi Moussa décident en une nuit hivernale à se faire entendre. Revendication première, se faire loger et détruire ces gourbis de la honte hérités de l'époque coloniale. BM, BhH, TM, Mohamed Allah yerhamah, BB, assis, dans un coin sombre dans une rue à peine éclairée du seul lampadaire qui existait, font le point. Contacter le maximum d'habitants du « village », leur expliquer la revendication et faire le tour des autorités.

Le lendemain, à peine réveillés un nombre avoisinant la vingtaine de personnes pointent devant le café de l'entrée de la cité. Nos amis, après avoir siroté leur tasse de café et éteint leur mégot, prennent la route de l'APC. A la mairie, ils demandent à être reçus par le maire. On leur répond que le maire ne peut recevoir ce jour et qu'ils doivent s'en aller. Nos amis ne l'entendent pas de cette oreille et insistent pour qu'ils soient reçus. Entre temps, ils occupent le bas du rez de chaussée et font un chahut qui fait sortir illico-presto le maire de son bureau.

« Que voulez-vous, pourquoi ce chahut ? »

« Nous sommes de Grabat-el-oued et nous voulons être logés dignement ? »

« le maire rétorqua qu'il n'a pas de logement à distribuer et qu'il ne peut rien faire pour eux ».

« Et ceux qui ont été bâtis par les roumains, ils sont pour qui ? »

« Ah, çà, ils dépendent de la wilaya, » répond le maire.

Nos amis se concertent entre-eux et prennent le chemin du retour vers leur Hai, grabat-EI- Oued.

Dans leur coin habituel, nos amis décident de faire écho de leur démarche de la mairie au sein de la population et décident, pour le lendemain, une marche sur la wilaya. Toute la journée, hai Daoudi Moussa, baigne dans une ambiance inhabituelle. Même l'intérieur des maisons n'est pas épargné. Ça discute au sein de la famille. Le lendemain, un nombre impressionnant de citoyens de la cité est au rendez-vous. Même des femmes sont de la partie. Bm prend la parole : « nous sommes en train de défendre notre dignité. Nous aussi, nous voulons que nos enfants soient bien logés. le maire, hier, nous a éconduits. Aujourd'hui, nous allons voir le Wali et lui dire nos problèmes. Notre démarche est pacifique. Maintenant, vous voulez qu'on se rencontre tous et toutes à la wilaya ou est-ce que nous irons ensemble, en marche alignée jusqu'à la wilaya ».

Les manifestants optent pour la deuxième solution. Une avalanche de personnes marque le pas en direction de la

deuxième autorité de la Wilaya. Les curieux sont ébahis devant cette pugnacité des hommes comme eux. Des gens simples bravant l'autorité de l'Etat. Et quelle autorité ? celle qui est forgée dans la dictature de la pensée unique. Arrivés sur les lieux, nos amis se mettent devant le portail de la wilaya. Des policiers accourent de partout et les encadrent. Un officier descend de la voiture et crie :

« *Que voulez-vous ? quelle est cette (Faouda),pagaille et ce chahut que vous faites* ».

Une voix sage lui répond : « *nous voulons parler au Wali, on a des problèmes à lui soumettre* ».

« *Le Wali a ses problèmes, veuillez quitter les lieux !* ».

« *On ne bouge pas d'ici, tant qu'on n'est pas reçu !* ».

Des renforts de police arrivent et nos amis (es) sont pris à partie mini-militari. Ils se sont faits disperser sous les cris « *Tahia el Djazair !* ».

Nos amis, loin de se décourager, arrivés au café du hai, ils font le point. Ils enregistrent avec satisfaction l'arrivée en masse des citoyens de Daoudi Moussa et comment ils ont fait face à la machine répressive de l'Etat.

Acte 2

L'entame de l'année 1988 est annonciatrice de plusieurs événements à saida. La mise en vente de logements construits par les roumains, à grande publicité, dans les journaux gouvernementaux par la Wilaya de Saida, la cession des villas de l'Etat aux responsables du parti et de l'Etat, le licenciement de travailleurs notamment des entreprises communales (Sogewis...), la tenue du congrès de l'UW. UGTA de Saida.

Tels sont les principaux faits ayant marqué cette année Saida et qui ont fait tache d'huile au sein de la population et des travailleurs. Ces faits sont venus couronner une succession de remise en cause de ce qu'on appelait « *les acquis* ».

L'année 1988 est sans doute l'année charnière qui met fin à une politique menée dès le début des années 80, et qui a montré toutes ses limites. Le pouvoir de l'époque en menant une politique de « *3e voie* », d'ailleurs consacrée dans la charte nationale de 1986, avait échoué. En réalité, le pouvoir promouvait une politique d'ouverture économique qui ne faisait pas l'unanimité dans le sérail d'où les journées sombres d'octobre 88.

Nos amis de grabat-EI-oued ne se sont pas désarmés, pas une journée ne passait sans qu'un groupe n'aille taper à la porte du maire, du wali ou encore du Mouhafadh du parti FLN. et, chaque fois la porte se refermait devant eux. Les encadreurs devaient tirer les leçons. Pour être entendus, il va falloir agrandir le cercle en faisant jonction avec d'autres forces. Les plus proches ne peuvent s'agir que des travailleurs. Des émissaires sont envoyés aux travailleurs des sociétés les plus aguerries (SONIC, ENAVA, ENAD...). Ils obtiennent leur consentement.

Désormais, la pression doit se faire de plus en plus forte sur les autorités. Ces derniers devaient étaler leur

mécontentement socio-professionnel, au grand jour, et faire part de leurs appréhensions quant à la perte de leur emploi. Des réunions sont organisées chaque soir dans un quartier de la ville autour d'un bon couscous. Les débats sont interminables parfois jusqu'au petit matin.

Acte 3

Du côté des officiels, rien ne présageait une réaction imminente à la revendication de la population de Hai Daoudi Moussa. Au contraire les placards publicitaires remplirent les pages des journaux de logements à vendre, de jour en jour et, nos amis sont loin d'être reçus et entendus. On ne défie pas comme ça l'autorité de l'Etat.

Le 18 février 1988, il est 8 heures du matin. Il fait très beau ce jour. Une foule s'amasse devant la stèle érigée en l'honneur du sacrifice des chouhada de la Révolution à la place publique et va s'amplifiant. De part et d'autre des trottoirs, les passants regardent curieusement ce groupe de personnes formant un arc de cercle et observant une minute de silence, une gerbe de fleurs déposée au pied du monument avant d'entonner à haute voix « Kassaman ». De quoi s'agit-il ? Qui sont ces gens à prendre de telle initiative ? Alors que d'habitude, ce genre de cérémonie revient aux autorités ? la rue est dans l'expectative. Elle est divisée entre admirateurs et indifférents. Une voix s'élève du milieu de la foule, bras tendu vers le ciel et crie tout haut :

« Dorénavant, nous nous recueillerons à notre manière à la mémoire de nos chouhadas Tahia El Djazair oua Tahia ech-chaab ».

La foule se disperse et les commentaires vont bon train. En fêtant le jour du Chahid, le Parti de l'Avant-Garde Socialiste par abréviation PAGS, vient de signifier qu'il est à côté du peuple.

Le même mois, le précongrès de l'Union de wilaya de l'Ugta se tient à la salle Mouhafada du FLN. Les travailleurs congressistes de l'usine à papier SONIC, pourtant élus par leurs camarades à la base, sont interdits d'entrer et de participer parce qu'ils ne sont pas membres du parti FLN. Pour ne plus perturber les travaux des congressistes, on enferme ces derniers à clé et on poste un policier devant la porte. Nos élus « *perturbateurs* » n'ont qu'à partir. Toutes les démarches pour faire valoir leur mandat, n'ont pas ramenés les organisateurs à plus de compréhension. Finalement, on fait intervenir le Mouhafadh, membre du comité central du Parti FLN, en personne, pour user de son autorité et fléchir la détermination des protestataires de la SONIC. Dans la salle de réunion, le mouhafadh, assisté de ses subordonnés et du Secrétaire Général de l'UW UGTA de l'époque, ajuste ses lunettes et s'adresse à nos malheureux élus en ces termes :

« de quel droit vous vous permettez de forcer le congrès pour assister ? ».

Un de nos amis lui répond que « *c'est un congrès des travailleurs et qu'on est mandatés par nos camarades de l'usine* ». Voyant que le mouhafadh insiste trop sur le règlement du congrès et les textes, tantôt du FLN, tantôt de l'Ugta., on lui retourne la question pour lui dire : « *de quel droit, vous allez présider l'assemblée de Wilaya et imposer aux membres de cette institution, la résolution de céder les villas de Saida à certains responsables* ».

Acte 4

Le front intérieur qui soutenait la dynamique des taches démocratiques et d'édification nationale, tenant vaille que vaille depuis l'application de l'article 120, s'est disloqué complètement les dernières années 80. Ce qu'on appelait la gauche du FLN, s'est finalement rangée, voire normalisée., la plupart avait contribué à donner du dos à tous « *les acquis du peuple* », autrement dit, accepté la déboumédianisation. Cette situation avait fait émerger des forces rétrogrades et maffieuses.

Les « *frères* », agissant au nom de l'Islam, commençaient à sortir leur tête de l'eau et travaillaient au grand jour avec la bénédiction du pouvoir. Leurs mots d'ordre, on ne peut plus clair. « *Chtirakia hram* », « *mouessassat dawla hram* », « *rabi khlak wa ferak* », « *La gharbia, la cherkia* » ... Ces agissements des « *frères* » confortent le pouvoir promoteur de la politique de la « 3e voie » et isolent les seules forces nationalistes et fidèles aux idéaux du 1er Novembre et pour le socialisme.

C'est dans cette atmosphère politique que des craintes sérieuses pesaient sur la plupart des familles algériennes. Des usines fonctionnaient à petite vitesse par manque d'investissement et d'alimentation en pièces de rechange, celles dépendant de la commune et de la wilaya sont carrément fermées, leurs travailleurs mis en chômage et leur matériel vendu à des spéculateurs. Les approvisionnements en denrées alimentaires sont rationnés. Les chaînes devant les surfaces d'Etat sont interminables, en sus, la vente concomitante, imposée pour les produits à tension. Des camions de livraison de semoule et de farine, signalait-on, avaient été interceptés dans certains villages, par la population, pour se nourrir. L'ONACO mélangeait du café aux pois chiches, car, cette matière lui revenait très cher ...

Mais Saïda reste debout. La population de Hai Daoudi Moussa continue à faire la pression sur les autorités. Aucun responsable ne daigne les recevoir et les écouter. En réalité, aucun responsable n'a de réponse à donner. C'était une situation inédite dans l'histoire de l'Algérie des années 80. Pourtant l'exécutif de la Wilaya, à cette époque, est constitué d'un nombre important de Saïdis. Du côté des syndicalistes, depuis le licenciement des cadres de l'Entreprise des Galeries algériennes où un grand mouvement de solidarité s'est organisé, l'école syndicale ne s'est pas désespérée. Des débats importants sont organisés. Même les « *frères* » l'avaient fréquentée quelques après-midis, pour faire leur propagande.

La culture aussi était présente. Abdelkader Alloula avait renoué fortement avec son public en lui consacrant deux grandes représentations de sa dernière trilogie, « *Ladjouad* » et « *Litham* ». Les salles étaient pleines à craquer.

Acte 5

Contre toute attente, en ce début de mois d'avril 1988, le Wali de Saida sort enfin, de son silence, mais d'une manière maladroite. Il envoie un émissaire et tenez-vous bien, pour prendre contact avec les responsables locaux du PAGS pour discuter le cas de Hai Daoudi Mousa. La chargée de mission est un membre de la Direction de l'UNFA locale. L'élément de ce parti, avec qui, elle a parlementé, lui a signifié que « *son parti n'a rien à voir avec cette affaire et qu'il ne sert à rien de laisser pourrir davantage la situation et d'engager, sans tarder, le dialogue avec les responsables du mouvement* ».

Après plusieurs jours de tergiversation, le wali a décidé de prendre contact, directement, avec les responsables de ce mouvement. Un agent est dépêché pour faire entrer « *les meneurs* ». Il reçoit un nœud catégorique. Il n'est pas question de « *négocier* » avec seulement quelques uns. « *Ce que doit dire, le Wali, intéresse tout le monde* ».

Un responsable est envoyé à la rescousse, pour les convaincre que le wali agit de bonne foi, et est disposé, à trouver une solution. Finalement deux personnes sortent du lot et se proposent d'aller rencontrer le Wali. Ils le font sans le consentement de leurs collègues dont certains ont essayé de les dissuader. Ils reviennent après une heure d'absence pour dire à leurs amis de « *patienter encore, l'Etat va prendre en charge le problème* ».

Nos amis ne l'entendent pas de cette oreille et retournent à leurs marches et réunions nocturnes.

Les débats à l'école syndicale se font de plus en plus intenses. De jour en jour, de nouveaux travailleurs viennent en renfort, à mesure que leurs droits sont piétinés, que les compressions d'effectifs se multiplient, que la crainte de fermetures d'usines augmente. Ces dernières ne sont plus alimentées en pièces de rechange depuis longtemps.

C'est le 1er Mai, fête des travailleurs. Celle-ci n'est plus célébrée comme le voulait, la tradition. Les « chars » exposant la production nationale, synonyme de fierté et de dignité, ne sont plus confectionnés. Mais c'est compter sans les marcheurs de Hai Daoudi Moussa. Ces derniers ont déjà mobilisé leurs troupes. Hommes, femmes et enfants sont dans la rue depuis 8 heures et n'attendent que l'ordre de départ. De longs youyous, comme savent bien le faire les saidiates, déchirent l'atmosphère matinale et toute la foule reprend en chœur, le chant de l'Hymne national. La marche démarre de Hai Daoudi Moussa, longeant les grandes artères de la ville, emportant, comme un oued en crue, tout sur son passage, travailleurs, jeunes, enfants pour aboutir sur la grande place de la ville. La dignité est en marche !

Acte 6

C'est la veille du congrès de l'Union de Wilaya des travailleurs de Saida qui doit se tenir en ce mois de mai 1988. La situation nationale est dans toutes les lèvres. Elle est explosive.

Fermetures d'usines, compression d'effectifs pour celles qui restent encore en course, difficulté de s'approvisionner en denrées alimentaires, rumeurs alarmantes au sommet de l'Etat et luttes de clans. La presse gouvernementale fait la promotion de la politique de la 3e voie et de l'ouverture économique. Des concepts nouveaux, difficilement déchiffrables font leur apparition dans le paysage politique, telles que la « *vérité des prix* », « *privatisation* », « *Le FMI* », « *insertion dans l'économie mondiale* », « *La Gharbia la Cherkia* » ... et la « *main étrangère* » est toujours agitée.

Au niveau local, la discussion tourne autour du mouvement de la population de Hai Daoudi Moussa, de la cession des villas aux responsables de l'Etat et du parti FLN, de la montée des fondamentalistes religieux, de la distribution inégale de denrées à tension, du licenciement des travailleurs...

C'est le jour J. Tous les congressistes sont devant l'entrée du siège de la Mouhafada du parti FLN où doit se tenir le congrès de l'UW UGTA de Saida. Les organisateurs invitent les participants à se présenter au secrétariat pour prendre leurs badges et autres documents nécessaires aux travaux de ces assises. Mais ces derniers refusent. Il n'est pas question de rejoindre la salle sans les camarades délégués de l'usine de papier (SONIC). Il est reproché à ces délégués leur non appartenance au parti FLN. Les tentatives des organisateurs pour faire entrer les délégués, dans la salle, n'ont pas abouties et une foule compacte s'est formée devant le portail de la mouhafada, attirant les curieux et donnant une mauvaise image, gênante pour les responsables du parti, venus nombreux, pour l'occasion dont un secrétaire national de l'Ugta.

Des contacts sont pris par diverses voies et en direction de plusieurs institutions, pour qu' enfin, le dénouement eut

lieu, après plusieurs heures de retard. Les délégués mandatés par les travailleurs de la SONIC viennent d'être acceptés. Des youyous, des applaudissements, des coups de sifflets, des accolades, accompagnent les délégués jusqu'à la salle des travaux. On s'empresse de retirer les badges et autres documents, tout le monde s'y met. On vient à Saida de passer, outre, l'article 120 des statuts du parti FLN, « exigeant l'appartenance à ce parti pour être responsable, dans une organisation de masse ». Le mouhafadh et le secrétaire national de l'Ugta, à l'ouverture de séance, n'avaient soufflé mot, sur cet incident. Ce dernier devait, dire, que son organisation reconnaît la combativité des travailleurs de Saida.

En ce mois, beaucoup de parties tentent de dénouer la crise déclenchée par le mouvement de la population de Hai Daoudi Moussa. Parmi elles, deux députés de l'ex-assemblée nationale du temps du parti unique prennent attache discrètement avec des membres du mouvement au café « Tira », pour leur dire : « faites-nous confiance, on va faire tout notre possible pour trouver une solution ». On leur a rétorqué : « On vous a fait confiance depuis 62, sans obtenir quoi que ce soit » .

acte 7

Le mouvement de la population de Hai Daoudi Moussa, malgré la chaleur étouffante de ce début d'été, le silence prolongé des officiels et ses tentatives de division, ne s'est pas essoufflé. Les débats, le jour comme la nuit, continuent. A défaut d'être dans des salles, ils sont organisés à la belle étoile, dans la rue, ou encore, au pied de la montagne. La protestation n'est plus une affaire matérielle mais de dignité. On refuse la dénomination de « cité Daoudi Moussa », car, c'est souillé la mémoire de ce moudjahad et chahid. Mais il s'agit bien de quartier de Grabat (pluriel de gourbis), digne des habitations des indigènes du fameux décret Crémieux, introduisant l'indigénat, où tous les maux lui sont collés et, qui signifie, aussi, marginalisation de sa population dont certaines parties, longtemps, considérées dangereuses, voire de mauvaises moeurs, donc infréquentables.

Bien sûr, cette situation est conséquente aux rapports sociaux hérités du temps de la colonisation et qui ne sont pas totalement disparus.

Ce début d'été, est, aussi la pression contre les militants du PAGES. Intimidations, surveillance, filature et interpellations sont le lot quotidien de ce parti. Rappelons que beaucoup de militants sont déjà fichés et interdits de sortie du territoire national car leurs passeports confisqués. L'année 1988, c'est aussi l'année où beaucoup d'entre-eux sont sortis de la clandestinité et le journal « **Sawt ech-chaab** », organe central du parti, largement diffusé. Un éditorial de ce journal paru en 1987, annonçait déjà la couleur, en exhortant les travailleurs des organisations de masse de passer, outre, l'article 120.

Alors qu'ils sont harcelés et persécutés, les militants du PAGES circulent le mot d'ordre au sein des travailleurs des entreprises pour imposer le débat, aux autorités, sur leurs conditions de travail et leur devenir professionnel.

Pour ce faire, le rendez-vous est pris à la mouhafadha du parti FLN. La salle de cette instance, est déjà occupée par les travailleurs. le secrétaire de l'uw / Ugta de l'époque n'a pu contenir la foule venue nombreuse. On fait appel au mouhafadh. Un débat est instauré et dépasse toutes les prévisions. La gouvernance du pays est au coeur des préoccupations.

A la sortie de la Mouhafadha, les travailleurs sont surpris de la présence aussi des manifestants de hai Daoudi Moussa. Mot d'ordre est donné pour faire une marche sur la grande avenue Ahmed Medeghri de Saida. Une vague déferlante de personnes, sous les youyous et les sifflets, envahit Saïda, criant des slogans ayant trait au logement ; au travail, à la justice.... La police prise au dépourvu, n'a fait que constater les « dégâts ». Arrivés au centre-ville, les

manifestants sont dispersés par la force. Des militants du PAGS sont interpellés. D'autres ont quitté la ville, cette nuit. c'est la troisième manifestation de grande envergure à saïda.

Acte 8

Chez les militants du parti Fln, la situation est intenable. On ne sait quelle attitude prendre vis à vis du peuple désespéré. Quoi dire ? Le temps semble s'être arrêté. Les fameuses taches d'édification, longtemps auréolées d'acquis de la révolution, ont toutes disparu. Une réunion est convoquée à la mouhafadha pour essayer d'atténuer, un tant soit peu, l'effet de la démobilisation relevée chez les cadres du parti.

A court d'argument, le mouhafadh n'a pu convaincre une assistance désabusée, jusqu'à présent, elle n'a fait qu'obtempérer aux ordres. La réunion s'est terminée sans résultat apparent. Les seules explications brandies pour contrecarrer l'opposition sont « *Rana N'sahah* » (Nous sommes en train de corriger) et ni droite ni gauche. Ce dernier mot d'ordre coïncide, bizarrement, avec celui qu'agitent les « frères », « *la cherkia la gharbia* ».

Cet été, à la wilaya, on peaufine l'idée de lancement d'une opération consistant à détruire, dans la partie basse de Haï Daoudi Moussa, les gourbis-habitations et leurs propriétaires à recaser à Haï Boukhours. Cette opération dévoyée est rejetée par les responsables du mouvement de Haï Daoudi Moussa. D'ailleurs, ils n'ont pas hésité à la nommer ironiquement d'opération « *gruyère* ». Là où le bât blesse, de l'avis des responsables du Mouvement, le recasement est proposé aux meneurs les plus en vue du mouvement pour les détacher de leurs amis et annihiler cette protestation qui n'a que trop duré.

A la nouvelle cité NASR, bâtiments construits par les roumains, on continue, comme on peut, à mettre à la disposition de tout acheteur, étranger soit-il à la ville, des logements HLM, clé en main. A La wilaya de Saida et l'excès de zèle de responsables saïdis aidant, on se met au diapason avec les orientations d'ouverture économique prônées par le pouvoir. Le droit au logement, pourtant reconnu par la constitution, pour les saïdis dans le besoin, est en passe de ne plus être valable.

Acte 9

Le bulletin d'information.

Dans ce document, il est fait état, des luttes menées par les travailleurs de l'Enava pour la réintégration de leurs camarades licenciés abusivement pour avoir protesté contre le refus de la direction et des autorités de reconnaître la nouvelle ATU. et la non prise en charge des problèmes socio-professionnels. Ils (les travailleurs) demandent aux autorités locales d'ouvrir le dialogue avec eux et rapportent dans une motion leur solidarité avec les militants honnêtes exclus du parti Fln.

L'Etravia, une entreprise locale bénéficiaire menacée de fermeture et son terrain convoité pour en faire des lots de terrain à bâtir. La direction de l'entreprise, la section syndicale tapent à toutes les portes des autorités pour sauver leur entreprise et les emplois des travailleurs.

Durant les journées des 20, 21 et 22 juin : les travailleurs de l'éducation et des usines font des démarches pour ramener les autorités à accepter le dialogue. Aucune d'elles ne daigne les recevoir. Rendez-vous est pris pour le 04 Juillet à la mouhafadha de Saida.

Le 04 Juillet 1988 : La mouhafadha est fermée. Les travailleurs décident une marche vers le siège de la Wilaya. Celle-ci est encore fermée. Alors, ils marchent sur la ville et empruntent l'artère principale pour déboucher sur le centre-ville. Ils engagent un débat avant de se disperser et de se donner rendez-vous pour le 05 juillet au centre-ville.

Le 05 juillet 1988 : les travailleurs venant de plusieurs usines, regroupés au centre-ville, engagent spontanément un débat sur leurs problèmes rencontrés dans leurs usines respectives et montrent du doigt les autorités qui refusent de les recevoir. Ils décident d'organiser une marche à travers les artères de la ville. Ils sont rejoints par le mouvement de la population de Hai Daoudi Moussa.

Il est rapporté dans ce document :

« Les travailleurs décident de faire une marche à travers les grands quartiers de la ville (graba El Oued, Mejdoub, centre-ville, sersour...). Pendant une heure et demi, les travailleurs et le mouvement de hai Daoudi Moussa, défilent sous un soleil de plomb dans les quartiers populaires. Ils sont des milliers. La population applaudit. Les mots d'ordre scandés étaient : **école, logement, travail, pain**. Des centaines d'enfants qui suivent la marche ont été organisés en colonnes de quatre et se mirent à scander « **Aala el khobz matefrach, aala soukna matefrach, aala el khedma matefrach** ». « Sous la puissance des mots d'ordre et des chants patriotiques, la population renforce la marche. D'autres s'alignent sur les trottoirs. Il n'y a pas une seule pierre de jeter, pas une bagarre, pas un mot déplacé. »

La déclaration adoptée en fin de la manifestation portait sur :

" L'ouverture du dialogue avec la population et les ouvriers,

" L'annulation des poursuites judiciaires à l'encontre des travailleurs et syndicalistes,

" L'assainissement du climat dans les entreprises qui passe par le respect des droits démocratiques et sociaux des travailleurs,

" la solution des problèmes que vit la population : logement, emploi, exclus scolaires."

Acte 10

Du 5 au 10 octobre 1988, la population de Saida est toute ouïe aux informations diffusées par l'unique chaîne de télévision gouvernementale et les radios, principalement, Midi 1, émettant du Maroc. Des mouvements inhabituels sont remarqués chez les policiers. De la nervosité aussi. Des va et vient rythment les rondes de leurs voitures le long de l'avenue principale Ahmed Medeghri. Dans les usines, les débats portent sur tout. Les informations qui parviennent, d'ailleurs, font état de manifestations et de morts dans beaucoup de villes d'Algérie.

Le 10 octobre 1988 : les responsables de la wilaya de Saida dont le chef de secteur militaire, se déplacent à l'unité de la cellulose, SONIC, et se réunissent avec les travailleurs, les implorant de rester calmes. Ils les rassurent que leurs inquiétudes seront transmises aux autorités centrales. Le pneu de la voiture banalisée qui les a ramenés, subit

une crevaison. Il est vite réparé par les ouvriers de l'usine qui leur demandent de faire attention.

Vers la fin de la matinée de la même journée, des jeunes de quartiers , notamment de Boudia, Amrous, sersour,(...) investissent les rues et clament des slogans. Des policiers surpris et désarmés, ne pouvant contenir les foules, ouvrent le feu.

Deux jeunes tombent, touchés mortellement et, beaucoup d'autres, sont blessés par balle.

Après cet « *impair* » commis par les policiers, les manifestants crient des slogans hostiles à la police. L'armée investit les rues sous le commandement d'un officier supérieur. Celui-ci enferme les policiers dans leur commissariat et leur interdit de sortir. Des tirs de « *sommat*ion », parait-il, sont entendus, venant des rangs de l'armée.

Le 10 octobre 1988, tard dans la soirée, le président de la République prononce le discours, annonçant des réformes. Des militants du Fln ont tenté, une heure après, de se rassembler pour soutenir Chadli. Mais peine perdue. Saida est soumise à l'état d'urgence à partir de minuit.

Le lendemain, 11 octobre 1988, des militants du FLN, devant leur siège, la mouhafadha, se préparent pour entamer une marche en guise de soutien à Chadli. Ils sont vite chargés par des jeunes. Ils se dispersent et laissent tomber. Dans le même temps, les jeunes des quartiers continuent leur défilé dans les rues et s'en prennent aux policiers, coupables de meurtres. La demeure de l'un d'eux est, en grande partie, incendiée et ses affaires éparpillées à même le sol.

Dans la matinée, toujours du 11 octobre, les travailleurs de la zone industrielle sont regroupés à l'usine des détergents l'ENAD. Ils débattent de leurs problèmes et de la situation qui prévaut au plan national. La wilaya dépêche un représentant pour les dissuader de marcher sur Saida. La direction de cette unité offre des repas chauds à ses invités.

Le 12 octobre 1988, les manifestations commencent à s'estomper. Ce n'est qu'en début d'après-midi, que les jeunes se rencontrent et festoient à la place de la ville sous le regard admirateur et inquiet à la fois des passants.

Le 13 octobre 1988 : une grande marche des travailleurs est organisée à l'appel du Pags [1] Le mouvement de la population de Hai Daoudi Moussa est de la partie. Elle démarre de devant les silos de blé de l'ex-OAIC pour aboutir à la place de ville. Des milliers de personnes ont pris part. Une plate-forme de revendications a été adoptée et un comité de citoyens de divers horizons est constitué.

Acte 11

La plate-forme de revendications adoptée par la population, présente ce jour, à la place de ville, contenait 21 points, énumérés, ci-après :

1. Libération des personnes arrêtées (il y a eu des arrestations de citoyens au cours des marches, omises dans le texte),
2. Assignation en justice des personnes responsables des pertes humaines,
3. Suspension des directeurs d'unités hautes des licenciements abusifs de travailleurs, précisément à Prometal,

Enava, Snmc, Opgi.

4. Réintégration de tous les travailleurs licenciés ou suspendus abusivement.
5. Engager urgemment le dialogue avec les autorités pour trouver des solutions à ces problèmes.
6. Dégager de postes d'emploi pour les chômeurs, les fils et les veuves de chahid.
7. Ouvrir des classes supplémentaires de rattrapage pour les élèves de classe de terminale.
8. Réduction et contrôle des prix des produits de large consommation.
9. Institution d'une commission d'habitat et de contrôle de logement,
10. Répartition équitable des logements et priorité aux plus nécessiteux,
11. Respect des libertés démocratiques et syndicales,
12. Augmentation du Smig,
13. Résoudre le problème de transport urbain et dans les banlieues,
14. Promotion du dialogue avec les autorités pour garantir les développements aux plans social et économique.
15. Restitution des passeports confisqués arbitrairement, à leurs titulaires,
16. Doter les structures sanitaires de matériel médical adéquat et améliorer la santé des citoyens.
17. Organisation de la distribution et approvisionnement équitable, des citoyens en denrées alimentaires,
18. Assurer les produits de large consommation dans les marchés,
19. Multiplication des centres de formation et garantie des emplois aux diplômés,
20. Distribution juste du revenu national,
21. Ouverture de permanences par les députés à l'Apn et prise en charge des problèmes des citoyens.

Cette plateforme a été affichée et diffusée à la population en ville et les quartiers en plus de toutes les autorités locales et tous les responsables, ayant compétence pour régler les problèmes. Le comité des citoyens était composé de travailleurs de tous les secteurs d'activités : commerçants, chômeurs, fils de chahid et universitaires. Des femmes se sont portées volontaires pour assurer le secrétariat.

Le comité des citoyens, issu du rassemblement, a été reçu par le chef de secteur militaire, le chef de la sûreté nationale, le représentant du Wali, le président de l'Apw, le président de l'APC, le représentant du Mouhafadh.

Ils ont tous souligné le niveau de responsabilité qui a prévalu chez les citoyens de Saida, dans le retour au calme et éviter à la population des situations malheureuses.

Acte 12

Suite et fin.

Le 17 octobre 1988, les détenus sont tous rentrés chez eux. Ils ont été libérés. Le comité des citoyens écrit dans son flash hebdomadaire :

« ... ce résultat a été acquis grâce à la conjugaison des efforts des citoyens, la section de la ligue des droits de l'homme, la compréhension des responsables à tous les niveaux et même ceux de la cour de justice ... »

Le comité des citoyens se fait de plus en plus sollicité par la population, qui pour un emploi, qui pour un logement ou encore pour des doléances relevant de la justice. Il voit que sa mission ne pourra plus aller au-delà de ce qu'il a fait jusque-là et se substituer aux institutions légales. Il entame des réunions dans les quartiers et cités de toute la ville et y installe des comités.

L'occasion lui y est donnée pour expliquer son rôle qui doit s'achever là.

La population de hai Daoudi Moussa, reçoit, à cette fin d'année 1988, des commissions pour reloger les plus démunis à Hai Badr (logements construits par la compagnie ARCOM, la roumaine).

Initialement, il ne s'agissait du recasement que des mal-logés de la partie basse, mais sur insistance des responsables du mouvement, les commissions sont allées au-delà et touchées tous les nécessiteux même des célibataires.

La population de hai Daoudi Moussa vient de remporter sa victoire, d'abord contre elle-même, en dépassant ses divisions, en tenant le plus longtemps possible, jusqu'à, satisfaction complète de ses revendications, en résistant aux intimidations de la machine répressive qui prévalait et surtout en défendant sa dignité et celles de ses enfants, et, en enterrant définitivement, ce vestige du code de l'indignat du décret Crémieux, contre vents et marais, quitte à laisser des plumes.

Le mouvement devait aussi se battre contre les tentatives de division de l'administration, cherchant à l'affaiblir. Dès le début de la protesta, les responsables savaient que des promesses de recasement ont été tenues à des membres du mouvement. D'autres souteneurs et sympathisants, ont été intimidés, par personne interposée. Des directeurs d'écoles sont menacés parce qu'ils abritaient les réunions du comité.

Sans ce mouvement de population de hai Daoudi Moussa, comme d'ailleurs, celui de Amrous, qui l'avait précédé, quelques années plus tôt, la ville de Saida aurait connu une crise des plus graves de logements. Les responsables

de la wilaya de l'époque prédestinaient ces logements construits, par les roumains, à la vente. Seul qui pourrait payer son logement, en sera le bénéficiaire, étranger à la ville, soit-il.

Le recasement des populations, dans le besoin, et la démolition des taudis servant de toits à des algériens, ne figuraient pas dans leur agenda.

Ce mouvement de la population de Hai Daoudi Moussa allait cristalliser les luttes autour des problèmes quotidiens que vit la population. Son combat a été salutaire pour la ville, dans la mesure où l'explosion sociale était prévisible, cet été, de l'année 1988 et ses effets désastreux grandement atténués en octobre de la même année. Les responsables de l'époque, unanimement, le reconnaîtront une fois, le calme revenu. C'est aussi grâce à la jonction qui s'est construite avec les travailleurs. Ces derniers ont pu désamorcer leur mécontentement au cours des différents débats et protestations avec les autorités et dans les réunions et conférences qu'abritait l'école syndicale « Sabra et Chatila ».

L'ambiance dans laquelle évoluaient les mouvements de Hai Daoudi Moussa et des travailleurs, échappait totalement aux autres forces tels les fondamentalistes religieux. Car les mots d'ordre virulents qu'ils circulaient, ne collaient pas à la réalité du terrain social et économique, malgré le silence du pouvoir sur leur activisme douteux et dangereux pour le pays.

La propagande des « frères » en faveur du wahabisme et de la guerre en Afghanistan, l'entêtement de ceux qui se prennent pour des « nationalistes » et des conservateurs, allaient, faire payer chèrement notre pays et notre peuple, la décennie suivante. Ce que le chadlisme n'avait pu faire. Mise à genoux de l'Etat et vulnérabilité de son indépendance nationale. Autrement dit, offrir le pays à des forces occultes au plan national et aux appétits extérieurs des Etats impérialistes.

Je dédie, cet écrit-essai, à tous les enfants d'octobre, à tous ceux et celles qui ont participé de loin et de près aux mouvements des années 1987 et 1988 et évité à notre population de Saida, des situations fâcheuses, à ceux qui ne sont plus de ce monde et ont laissé leurs traces, à mes camarades de luttes et ceux qui ont été assassinés, à nos femmes qui nous ont toujours soutenu et à tous les amis (es) du facebook.

**Ali Abdellaoui
Ex-syndicaliste
Cadre à l'es-entreprise SONIC de Saida
25.09.17**

[1] Parti de l'avant_garde socialiste.